

**GUIDE DESTINÉ AUX
ORGANISATIONS DE FEMMES :
POUR UN PLAIDOYER
PARLEMENTAIRE EFFICACE**





ParlAmericas est la principale institution de promotion de la diplomatie parlementaire au sein du système interaméricain. Composée des législatures nationales en Amérique du Nord, du Centre et du Sud, ainsi que des Caraïbes, ParlAmericas promeut un dialogue politique coopératif, facilite l'échange des meilleures pratiques législatives et élabore des ressources personnalisées pour aider les parlementaires dans leur travail. Son Secrétariat international est basé à Ottawa, au Canada.



La création de cette publication a été possible grâce au soutien généreux du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

Publié en septembre 2025.

INDICE

Introduction	4
Mobiliser les parlements : un objectif de plaidoyer gratifiant	4
Comprendre le plaidoyer législatif : le parlement est-il le meilleur interlocuteur?	5
Les responsabilités du parlement	6
Peaufiner les revendications	13
Les choses à faire et à ne pas faire	14
Apprenez les spécificités du système parlementaire de votre pays.....	14
Établissez votre base de données factuelles.....	16
Utilisez vos données pour concevoir des messages cohérents.....	17
Communiquez et tissez des liens avec les parlements.....	18
Utilisez les canaux parlementaires officiels.....	20
Exploiter des stratégies de plaidoyer informel	21
Faites appel à des réseaux et à des coalitions	22
Faites un suivi et maintenez la mobilisation	23
Annexe	25



INTRODUCTION

Interagir avec les parlements peut permettre aux organisations de femmes¹ d'augmenter très efficacement leur influence dans les lieux de décision et d'ouvrir des portes pour entraîner des changements de politiques positifs et à long terme. En cultivant des liens plus étroits avec les organes parlementaires et leurs membres, les organisations de femmes peuvent mieux se positionner pour influencer les agendas stratégiques, préconiser des cadres juridiques promouvant l'égalité des genres et s'assurer que leurs perspectives soient représentées dans les processus législatifs.

En 2022 et 2023, ParlAmericas a interrogé plus de 200 représentantes d'organisations de femmes des Amériques et des Caraïbes sur leur relation avec le parlement. Les conclusions, disponibles dans les rapports « What We Heard » pour l'[Amérique latine](#) (2023) et les [Caraïbes](#) (2022), révèlent que les organisations de femmes considèrent important de renforcer leur plaidoyer auprès des organes législatifs nationaux. Ces rapports soulignent les mécanismes les plus communément utilisés pour le plaidoyer et expliquent des difficultés rencontrées dans leur application.

En collaboration avec des organisations partenaires, ParlAmericas a également organisé des sessions de renforcement des compétences afin de consolider le plaidoyer législatif des organisations de femmes en [Amérique latine](#) et dans les [Caraïbes](#). Ces sessions ont rassemblé plus de 200 représentantes de la société civile provenant de 30 pays de la région.

L'une des principales conclusions de l'enquête et des sessions de renforcement des compétences de ParlAmericas a été l'importance pour les organisations de femmes d'échanger des bonnes pratiques pour interagir avec les parlements. Ce partage de connaissances peut avoir des résultats tangibles pour les objectifs de plaidoyer pour l'égalité des genres en ce qu'il favorise l'apprentissage collectif et la collaboration.

Cette publication s'appuie sur les expériences d'organisations de femmes de tout l'hémisphère pour compiler une série de stratégies et de considérations en matière de plaidoyer législatif. Elle contient des conseils, des ressources utiles, des exemples éclairants et des leçons tirées suite à des expériences d'interaction avec des organes législatifs fructueuses, et d'autres infructueuses, pour l'autonomisation des femmes et une véritable égalité des genres.

Nombre de pratiques et de cadres présentés ici sont éclairés par le mouvement pour un [parlement ouvert](#), qui positionne la participation civique comme un exercice essentiel des droits démocratiques à travers des méthodes comme la cocréation d'initiatives législatives par le public en collaboration avec les responsables de la prise de décision. Lorsqu'ils sont disponibles et significatifs, ces instruments de participation civique peuvent augmenter la diversité de points de vue et la qualité des débats sur des questions ayant des effets sur la vie des femmes et des populations marginalisées ou mal desservies.



MOBILISER LES PARLEMENTS : UN OBJECTIF DE PLAIDOYER GRATIFIANT

Les organes parlementaires jouent un rôle essentiel dans l'élaboration des politiques et des

¹ Dans le cadre de ce document, l'expression « organisations de femmes » est employée comme un terme générique désignant les entités non gouvernementales dirigées principalement par des femmes, dont des membres de la communauté LGBTIQ+ et autres populations historiquement marginalisées, qui adoptent une approche féministe et qui sont spécialisées dans des questions liées aux droits des femmes, à l'égalité des genres et/ou à l'intégration de la dimension de genre.

budgets nationaux, qui ont un effet direct sur la réalisation de l'égalité des genres, constituant des instances décisives du plaidoyer féministe. Ils ont le pouvoir d'adopter des lois sensibles au genre, d'allouer ou de superviser le financement de services essentiels, et de tenir la branche exécutive responsable des engagements pour l'égalité et les droits des femmes. S'adresser aux parlementaires et autres acteurs législatifs peut donc être la solution pour que les demandes des organisations de femmes entraînent des changements législatifs et institutionnels concrets, plus durables et s'appuyant sur le pouvoir de la mobilisation du public et du militantisme de base.

Les organisations de femmes peuvent utiliser différents mécanismes pour interagir avec les parlements et les parlementaires. Par exemple, les comités, les débats et les enquêtes parlementaires offrent des opportunités structurées pour présenter des données et différents points de vue lors des discussions politiques, influençant non seulement les décisions immédiates mais également une évolution systémique sur le long terme. D'autres approches moins officielles pour interagir avec les parlementaires et participer au processus décisionnel peuvent aussi être fondamentales pour cultiver une attention soutenue et une volonté politique sur des causes importantes, contribuant ainsi à des actions concrètes qui améliorent la vie des femmes, des filles et des membres d'autres communautés traditionnellement marginalisées.

Les organisations de femmes des Amériques et des Caraïbes ont toujours lutté pour le changement à travers des canaux officiels et non officiels, comme par exemple :

- ✓ Participer à des assemblées publiques et autres réunions des communautés
- ✓ Participer à des manifestations ou à des marches devant le bâtiment du parlement
- ✓ Comparaitre devant des comités en tant que témoins expertes
- ✓ Apporter des contributions orales ou écrites durant l'étude d'une initiative législative
- ✓ Déposer des pétitions et autres requêtes officielles au parlement
- ✓ Utiliser des outils numériques pour la participation citoyenne en ligne

Exemple de réussite



Au Panama, le [Forum des femmes dans les partis politiques](#) (FONAMUPP) et l'[Association des femmes parlementaires et anciennes parlementaires](#) (APARLEPXA) ont contribué à l'élaboration du projet de loi qui est devenu la [loi n° 184](#) (2020) sur la violence politique fondée sur le genre. Les représentantes se sont assurées que leurs organisations soient expressément mentionnées dans le texte de loi, comme faisant partie d'un conseil représentant la société civile et créé pour donner des avis sur sa mise en œuvre de la loi.

Il est important de se rappeler que les parlementaires ont le devoir de représenter et de servir tous les membres de la société, ainsi que de garantir que les décisions répondent aux besoins de la population entière. La participation active du public fait partie intégrante d'une démocratie qui fonctionne et où tous les points de vue doivent pouvoir être entendus dans la prise de décision.



COMPRENDRE LE PLAIDOYER LÉGISLATIF : LE PARLEMENT EST-IL LE MEILLEUR INTERLOCUTEUR?

En tant que représentante d'une organisation de femmes, l'une des premières étapes de votre

parcours de plaidoyer législatif consiste à déterminer si le parlement national est le meilleur interlocuteur.

En tant que **branche législative** du gouvernement, pilier fondamental de la démocratie représentative, le parlement est chargé d'élaborer, de réformer et d'adopter des lois qui définissent les paramètres des politiques gouvernementales et autres mesures réglementaires. Les parlements tiennent également la branche exécutive responsable à travers différents mécanismes de contrôle (comme les périodes de questions et les commissions d'enquête), approuvent les budgets nationaux, représentent la population et débattent sur des questions d'intérêt public.

⚙️ Si votre objectif est de promouvoir des lois nouvelles ou différentes, d'attirer l'attention du public sur des questions liées à l'égalité des genres, ou d'augmenter la quantité de ressources publiques allouées à des initiatives liées au genre, engager le parlement national pourrait être bénéfique pour faire avancer vos demandes. Vous trouverez plus d'informations sur ces mesures ci-dessous.

Il est possible que certaines questions ne puissent pas être traitées efficacement uniquement via une réponse législative ou au niveau national. Rappelez-vous que :

- ❗ La **branche exécutive** est chargée de mettre en œuvre et d'appliquer les lois, de gérer les programmes gouvernementaux et de superviser le fonctionnement quotidien de plusieurs entités et organes publics.
- ❗ Certaines questions peuvent relever d'une **compétence sous-nationale**, ce qui signifie qu'elles doivent être traitées au niveau municipal, provincial ou des États, plutôt qu'au parlement national. Cela est particulièrement vrai dans les fédérations,² où les responsabilités et les pouvoirs sont répartis sur deux niveaux de gouvernement ou plus.

Il est important également de tenir compte du fait que, dans certains cas, il est possible qu'une loi, une réglementation ou une procédure interne existe déjà, mais que des obstacles ou des lacunes dans sa mise en œuvre persistent et empêchent la résolution du problème qu'elle vise à traiter. Pour éviter un excès de réglementation dans ces cas-là, il peut être plus efficace d'adopter une stratégie de plaidoyer destinée aux autorités de mise en œuvre compétentes afin d'obtenir les changements recherchés.



Le terme « excès de réglementation » fait référence à l'application excessive ou trop complexe de règles et de lois. Cela entraîne des barrières bureaucratiques renforçant les fardeaux de conformité et entravant les efforts efficaces, surtout pour les organes de mise en œuvre aux ressources ou aux capacités limitées. Au lieu de stimuler des changements systémiques, l'excès de réglementation peut réduire des mesures transformatrices à des exercices symboliques, affaiblissant ainsi la progression substantielle de l'égalité des genres et de l'inclusion. De plus, lorsque les réglementations vont au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre leurs objectifs, elles peuvent malencontreusement créer des failles et des contradictions avec d'autres lois, en plus de risquer de provoquer la résistance ou le rejet de certains acteurs percevant ces nouvelles exigences réglementaires comme une intrusion ou une perturbation.

Les responsabilités du parlement

Comme mentionné plus tôt, les parlements ont des domaines de responsabilité précis qui peuvent

2 Il existe six fédérations dans les Amériques et les Caraïbes : l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Mexique, Saint-Christophe-et-Niévès et les États-Unis.

généralement être catégorisés comme suit : législation ou élaboration des lois; approbation du budget national; représentation; et contrôle de l'exécutif. Chacun de ces domaines de travail présente des portes d'entrée importantes pour le plaidoyer des organisations de femmes, et est mieux adapté à certains types de questionnement.

Adopter ou amender des lois

L'un des rôles les plus connus du parlement est l'élaboration des lois : élaborer, adopter, amender et abroger des textes législatifs. Cela façonne le cadre juridique qui régit un pays. À travers cette fonction, les organisations de femmes peuvent saisir des opportunités concrètes pour promouvoir des réformes juridiques et politiques pour atteindre leurs objectifs.



Chaque pays a ses propres règles régissant la façon dont un projet de loi devient une loi. L'Annexe figurant à la fin de ce guide vous aidera grâce à un aperçu du déroulement typique des processus d'élaboration des lois dans différents systèmes de gouvernement au sein de l'hémisphère.

Les organisations de femmes peuvent mobiliser cet aspect du travail législatif pour :

- ✓ Proposer des mesures législatives sur un nouvel enjeu;
- ✓ Soutenir ou s'opposer à un texte législatif étudié par le parlement;
- ✓ Suggérer la révision ou la réforme d'un texte législatif existant;
- ✓ Faire part d'une expertise ou d'expériences vécues pour façonner le contenu des projets de loi; et/ou
- ✓ Promouvoir l'abrogation de lois discriminatoires ou obsolètes.

Portes d'entrée pour le plaidoyer et l'action en lien avec le processus législatif :

- ✓ **Étape de l'élaboration du texte législatif** : Les organisations de femmes peuvent jouer un rôle dans la conceptualisation et l'élaboration des projets de loi en faisant part de recherches, de propositions et de lois-types aux parlementaires, afin d'influer sur le contenu avant même qu'un projet de loi ne soit officiellement présenté.
- ✓ **Interaction avec des parlementaires** : Vous pouvez organiser des réunions officielles et non officielles pour faire part des points de vue de la population et créer du soutien pour votre cause.
- ✓ **Étape des comités** : Vous pouvez soumettre des documents et matériel écrits, livrer des témoignages oraux lors d'audiences publiques, ou répondre à des demandes de contributions du public et de spécialistes.
- ✓ **Mécanismes de participation citoyenne** : Le cas échéant, vous pouvez déposer des propositions et autres contributions via des bureaux de participation citoyenne, des applications mobiles, des processus de pétition ou autres mécanismes existant dans votre parlement.
- ✓ **Moments décisifs** : Vous pouvez organiser des campagnes et accroître votre action autour des débats et des votes clés pour rendre la cause plus visible et augmenter la pression.



Conseil! Lois-types

Selon votre objectif, vous pouvez consulter des lois-types et des lois d'autres pays de la [CARICOM](#) et du [système interaméricain](#) car elles peuvent être adaptées en fonction des besoins et des systèmes juridiques locaux. La Commission interaméricaine des femmes dispose d'une série de lois-types reflétant des normes élevées sur différentes questions liées à l'égalité des genres. Ces lois-types ont été élaborées avec des comités de spécialistes régionaux.



Conseil! Différentes procédures selon le type de loi

Certains types de législation peuvent suivre des règles et des processus particuliers.

Certaines réformes juridiques nécessitent des amendements constitutionnels, qui requièrent un processus particulier qui ne peut pas être contourné. On peut citer comme exemples de sujets qui nécessiteraient de tels amendements l'entérinement ou l'élargissement de droits fondamentaux protégés par la constitution, ou la modification de la structure ou de la composition des législatures.

Certains pays ont également des règles particulières sur le rôle que les parlements, voire les chambres parlementaires spécifiques, peuvent jouer dans la proposition de lois modifiant le budget. Par exemple, dans certains pays, le Congrès ne peut pas augmenter les niveaux de dépenses sans l'approbation du président. Dans d'autres pays, seule la chambre basse est autorisée à proposer des projets de loi ayant un effet sur les dépenses publiques.

Exemple de réussite



L'organisation Raise Your Voice Saint Lucia a obtenu des changements législatifs dans le projet de loi sur la violence conjugale en faisant pression, de façon stratégique, autour des élections générales de 2020. Raise Your Voice Saint Lucia a organisé de nombreuses campagnes pédagogiques pour expliquer aux femmes et aux citoyens de la Sainte-Lucie l'importance du projet de loi sur la violence conjugale, élaboré par une consultante pour l'organisation. Ce projet de loi a d'abord été rejeté dû à des inquiétudes concernant une clause portant sur les droits des personnes LGBTQI. Toutefois, le plaidoyer national durant la période électorale et le soutien externe de personnes contribuant aux campagnes d'éducation ont permis la présentation d'un projet de loi.

Exemple de réussite



[Equality Now](#) a contribué à une [session de renforcement des compétences](#) sur le fait de légiférer pour traiter la violence sexuelle basée sur le genre avec une approche fondée sur le consentement dans le cadre des [Conferencias Día Naranja](#) (Conférences Journée orange) organisées par l'Unité technique pour l'égalité des genres du Sénat du Mexique. Ces conférences ont lieu tous les 25 du mois dans le but de sensibiliser et de promouvoir des mesures concrètes pour prévenir la violence basée sur le genre et favoriser une culture de non-violence. Des membres du personnel parlementaire du Congrès fédéral et des législatures étatiques ont participé à la session menée par Equality Now, qui a permis d'explorer des difficultés persistantes dans la législation existante en matière de violence sexuelle, d'étudier des [normes internationales](#) fondamentales, et d'identifier des mesures que les parlements peuvent adopter pour réduire ces vides juridiques. Cette session a également permis de mettre de l'avant l'importance de la participation des survivantes et de la mobilisation des organisations féministes dans l'élaboration de cadres juridiques plus accessibles, justes et qui ne revictimisent pas.

Approbation du budget national

Bien que les budgets soient élaborés par la branche exécutive, le parlement joue un rôle fondamental dans ce processus et dans la définition des priorités nationales grâce à son pouvoir d'approuver, d'étudier et de contrôler le budget. Ce processus détermine l'allocation de ressources publiques et garantit la responsabilité fiscale. L'adoption d'[approches participatives et ouvertes](#) tout au long du cycle financier augmente l'efficacité de ces processus.



Pour plus d'informations sur le rôle des parlements dans le processus budgétaire, veuillez consulter la publication [Renforcer la responsabilité grâce à l'ouverture budgétaire](#), développée par ParlAmericas en partenariat avec l'Institut des finances publiques et de la démocratie (IFPD) et l'Initiative mondiale pour la transparence fiscale (GIFT).

Les organisations de femmes peuvent mobiliser cet aspect du travail législatif pour :

- ✓ Demander l'allocation de ressources supplémentaires pour appuyer la mise en œuvre des priorités liées à l'égalité des genres;
- ✓ Attirer l'attention sur des problèmes de financement révélés lors d'une analyse du budget, et sur la façon dont des allocations répondraient aux besoins de groupes de population divers; et/ou
- ✓ Promouvoir une [budgétisation sensible au genre](#), une approche globale de la budgétisation qui intègre les objectifs de l'égalité des genres dans la planification, l'allocation de ressources et l'évaluation des politiques.

Portes d'entrée pour le plaidoyer et l'action en lien avec le budget :

- ✓ **Interaction avec des parlementaires :** Vous pouvez rencontrer des membres des comités sur le budget ou les finances publiques pour préconiser des allocations particulières, contribuer à l'étude budgétaire ou faire des présentations à ces comités, partager des données financières clés ou proposer des modifications du budget pour réduire les écarts de financement concernant les priorités liées à l'égalité des genres.
- ✓ **Opportunités de mobilisation du public :** Participez à des consultations pré-budgétaires, à des assemblées ou à des forums publics sur le budget, et à des processus d'examen officiels pour faire part de données sensibles au genre et de points de vue de la communauté.
- ✓ **Mécanismes de suivi et de contrôle :** Vous pouvez collaborer avec des organes de contrôle tels que le comité des comptes publics ou autres instances similaires pour suivre la mise en œuvre des engagements de budgétisation sensible au genre et promouvoir la responsabilité.

Exemple de réussite



En Argentine, l'organisation féministe Equipo Latinoamericano de Justicia y Género (ELA, de son sigle espagnol) et l'Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia (ACIJ, de son sigle espagnol) a collaboré avec le bureau du budget du Congrès national,³ des universitaires et d'autres organisations de la société civile pour mener les premières études sur la budgétisation sensible au genre⁴ dans le pays et analyser les dépenses

3 Le Bureau du budget dispose d'un [outil pour la budgétisation sensible au genre](#) permettant aux utilisateurs de suivre la mise en œuvre de programmes budgétaires dont la branche exécutive estime qu'ils contribuent à la politique sur l'égalité des genres et portant l'étiquette « budgétisation sensible au genre ».

4 Voir [La valeur de l'égalité des genres](#) (disponible en espagnol).



publiques à travers une approche de genre, une initiative qui a perduré.⁵ Lancée pendant la Semaine du budget en Argentine en 2015, ces activités ont évalué la façon dont les budgets publics traitaient l'égalité des genres⁶ et ont souligné le rôle essentiel que les organisations de femmes peuvent jouer dans l'analyse des dépenses, l'identification des lacunes et la promotion de politiques budgétaires plus inclusives et équitables, appuyant également la mise en œuvre nationale de la budgétisation sensible au genre.⁷

Représentation du public

En tant que voix du peuple, les parlements représentent des intérêts divers et s'assurent que les politiques reflètent les besoins de toutes les citoyennes et de tous les citoyens. À travers les débats, les consultations publiques, les engagements envers la citoyenneté de leur circonscription électorale et leur propre tribune en tant que personnalités publiques, les parlementaires défendent les communautés qu'ils représentent au niveau national.

Les organisations de femmes peuvent mobiliser cet aspect du travail législatif pour :

- ✓ Amplifier la voix des femmes et des groupes marginalisés et s'assurer que les priorités et décisions législatives reflètent leurs préoccupations;
- ✓ Ouvrir de nouvelles conversations avec le public ou mettre de l'avant de nouvelles préoccupations touchant la population; et
- ✓ Sensibiliser sur des solutions ou initiatives sur lesquelles vos organisations travaillent.

Portes d'entrée pour le plaidoyer et l'action en lien avec la représentation :

- ✓ **Interaction continue avec des parlementaires** : Établissez une relation avec des parlementaires - et tout particulièrement avec celle ou celui qui représente votre circonscription - en participant à différents espaces où le public est invité à apporter des contributions, assistez à des événements organisés par votre représentant dans votre communauté ou votre circonscription, ou prenez rendez-vous au bureau de votre représentant.
- ✓ **Sensibilisation et organisation d'événements** : Vous pouvez présenter votre travail et donner de la visibilité à des sujets importants lors d'activités de votre organisation. Invitez des parlementaires à participer à ces activités en tant que participants ou intervenants.
- ✓ **Opportunités de mobilisation du public** : Vous pouvez participer à des événements comme des assemblées publiques pour partager des perspectives et demander au parlement d'accorder plus d'attention aux questions d'égalité des genres.

5 Voir [Le budget et le genre : analyse du projet de budget de 2021](#) (disponible en espagnol).

6 Le Ministère de l'économie argentin dispose d'une [plateforme interactive](#) (en espagnol) visant à indiquer la part du budget national visant l'inégalité, à exposer les écarts existants et à suivre les dépenses associées.

7 Voir [Budget de 2021 : premier budget adoptant une approche de genre et de diversité](#) (disponible en espagnol).

Exemple de réussite



Au Costa Rica, le Parlamento Joven de Mujeres por el Clima (« le Parlement jeune de femmes pour le climat » en français), coordonné par l'initiative de la société civile [Misión 1.5](#) et en partenariat avec l'Assemblée législative et d'autres parties prenantes nationales et internationales, illustre parfaitement comment les acteurs non gouvernementaux œuvrant pour promouvoir les droits des femmes peuvent aider les parlements à renforcer la mobilisation et la représentation citoyennes. Fondé sur une vision de justice climatique et de leadership inclusif, ce programme prépare des jeunes femmes de tout le pays en leur offrant des connaissances, des outils et des expériences pour comprendre les processus législatifs relatifs à la politique sur le climat, et pour y participer de manière substantielle. Ce faisant, cette initiative renforce ainsi la relation entre le parlement et la société civile en consolidant la légitimité des institutions démocratiques via une élaboration de politiques plus inclusives et participatives.

Contrôle

Le parlement contrôle la branche exécutive pour la tenir responsable, garantissant ainsi que les mesures du gouvernement soient conformes aux lois, aux budgets, aux intérêts publics et aux accords internationaux. Il réalise cette fonction via des enquêtes, des audits, des audiences, des examens des budgets et autres mécanismes de suivi.

Les organisations de femmes peuvent s'engager dans cet aspect du travail législatif pour :

- ✓ Exiger des mesures de responsabilité plus fortes aidant à garantir que les politiques répondent efficacement aux besoins des femmes et des communautés marginalisées;
- ✓ Se renseigner sur la progression de la mise en œuvre d'accords internationaux ou de lois et politiques nationales; et/ou
- ✓ Défendre l'adoption de mécanismes de contrôle plus actifs et transparents afin d'assurer l'accès du public à l'information.



Pour une aide pratique pour promouvoir la responsabilité politique et parlementaire en faveur de l'égalité des genres, veuillez consulter la publication de ParlAmericas intitulée [Renforcer la responsabilité : outil pour appuyer la bonne gouvernance et l'égalité des genres dans les Caraïbes](#) (disponible en anglais).

Portes d'entrée pour le plaidoyer et l'action en lien avec le contrôle :

- ✓ **Communication stratégique** : Contactez des membres de comités et d'organes de contrôle parlementaires pertinents de façon proactive pour identifier des lacunes dans la mise en œuvre des politiques et encourager une supervision accrue des actions gouvernementales en matière d'égalité des genres.
- ✓ **Partage de données et de témoignages communautaires** : Partagez des données collectées sur l'effet de certains enjeux, comme des lois, des programmes ou des décisions sur le financement, sur les femmes et autres groupes pertinents, afin d'établir un argumentaire sur la nécessité urgente d'agir ou d'évaluer la progression de la réalisation des accords internationaux.

- ✓ **Sensibilisation du public** : Militez sur les réseaux sociaux, lors d'événements et dans des communiqués sur des accords internationaux portant sur l'égalité des genres et les droits de la personne afin d'aider le public à comprendre ces cadres et leur contenu.

Ratification d'accords internationaux

Au-delà de leurs responsabilités de contrôle, les parlements ont plusieurs rôles liés aux accords et aux traités internationaux, dont celui d'examiner et de modifier les cadres législatifs nationaux afin de les rendre conformes aux engagements des accords adoptés, celui de préconiser leur adoption et, parfois, celui de contribuer officiellement à l'approbation d'un accord par leur pays selon les lois et les procédures nationales.



Pour les organisations de femmes, travailler sur les accords internationaux présente des occasions d'intervention. Vous pouvez communiquer avec les parlementaires, pour promouvoir l'adoption totale et substantielle de dispositions sur l'égalité des genres dans ces accords, garantir que les réserves n'affaiblissent pas les engagements, et préparer le terrain pour une mise en œuvre et un contrôle efficaces des traités internationaux au niveau national, tout en préconisant l'adoption prioritaire des dits accords.



Conseil! Rapports alternatifs

Les organisations de femmes ont été efficaces pour faire le lien entre leurs efforts de plaidoyer et les accords et engagements internationaux en matière d'égalité des genres. En soumettant leurs propres rapports alternatifs à des organes de suivi tels que le [Comité de la CEDEF](#) et le [MESECVI](#), elles fournissent des renseignements très importants provenant de la société civile pour compléter les rapports officiels du gouvernement. Les rapports alternatifs aident les spécialistes internationaux à formuler des recommandations aux États membres, y compris des réformes législatives. Lorsque ces mécanismes mettent en évidence des violations de droits, les spécialistes recommandent souvent d'agir au niveau législatif. Les organisations de femmes peuvent utiliser ces recommandations comme des preuves solides pour demander la modification de politiques et des réformes légales au sein des parlements nationaux.

Exemple de réussite

Plusieurs organisations de femmes de la région ont milité pour amender la législation pénale afin de renforcer les protections contre la violence basée sur le genre. Le [Comité de défense des droits des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes \(CLADEM\)](#) et le [Centre pour la justice et le droit international \(CEJIL\)](#) ont attiré l'attention de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) de l'OEA sur l'[affaire Maria da Penha](#) au Brésil. La CIDH a tenu l'État brésilien responsable d'omission, de négligence et de tolérance envers les violences conjugales contre les femmes au Brésil, en s'appuyant sur la Convention de Belém do Pará comme cadre de référence. Suite à la pression internationale et au plaidoyer de la société civile, la loi n° 11 340 (loi Maria da Penha) a été adoptée en 2006 pour établir des mécanismes traitant de la violence à l'égard des femmes au Brésil.











Exemple de réussite

Au Mexique, des organisations de femmes ont rejoint le mouvement [Nosotrxs](#) pour soutenir la reconnaissance des droits des travailleurs domestiques. Alors que la ratification de la [Convention n° 189 sur les travailleuses et travailleurs domestiques](#) de l'Organisation internationale du travail (OIT) par le Mexique était en attente, ces organisations ont rassemblé et amplifié des [témoignages directs](#) de travailleuses et travailleurs concernées, mettant en avant les effets de cette lacune juridique. Elles ont également renforcé leur plaidoyer législatif en proposant une vision commune du travail décent fondée sur les normes internationales, ce qui a contribué ultimement à la ratification de la convention.

Peaufiner les revendications

Lorsque vous interagissez avec le parlement, il est important que votre travail soit aligné sur au moins une de ses fonctions principales. Cela augmente les chances que des parlementaires prenant leurs responsabilités législatives et les besoins de leur circonscription au sérieux agissent et vous soutiennent. Des revendications claires, bien structurées et directement liées au travail et aux priorités du parlement peuvent aider à garantir des interactions concentrées et productives, ainsi que des résultats concrets.

Pour renforcer vos revendications davantage dans votre plaidoyer parlementaire, gardez les critères suivants à l'esprit :

-  **Stratégiques** – faites le lien entre vos revendications et les procédures législatives, les cycles budgétaires ou les débats en cours sur des politiques pertinentes afin de vous assurer que vos revendications fassent écho aux priorités parlementaires courantes.
-  **Mesurables** – définissez des objectifs précis pouvant être suivis à travers des mesures parlementaires, comme la présentation d'un projet de loi, des amendements à apporter à des lois existantes, ou la modification d'allocations budgétaires.
-  **Ambitieuses mais réalistes** – fixez des objectifs atteignables pouvant être réalisés dans le cadre du paysage politique et des rapports de force actuels au sein du parlement via un amendement, une motion ou un soutien qui peuvent préparer le terrain pour une évolution plus globale.
-  **Assorties d'échéances** – associez vos revendications à des échéances parlementaires spécifiques, comme des sessions législatives, des discussions budgétaires ou des processus de ratification de traité.
-  **Intersectionnelles** – assurez-vous que vos revendications reflètent les besoins divers des femmes et des groupes marginalisés afin qu'elles soient pertinentes pour différents segments de population.
-  **Équitables** – Dpromouvez des politiques traitant les inégalités systémiques pour garantir une égalité de traitement et des chances pour tous et toutes, conformément aux responsabilités de représentation du parlement.



LES CHOSES À FAIRE ET À NE PAS FAIRE

Les parties ci-dessous suggèrent des choses à faire ou à ne pas faire pour aider les organisations de femmes à naviguer au travers les systèmes parlementaires, à tisser de vrais liens avec les parlementaires et à amplifier l'impact de vos plaidoyers. Il s'agit de conseils pratiques et d'écueils courants à éviter, accompagnés d'exemples concrets et d'informations supplémentaires qui vous aideront à peaufiner votre approche de la mobilisation parlementaire.

Les recommandations principales, élaborées ci-dessous, sont les suivantes :

- ✓ Apprenez les spécificités du système parlementaire de votre pays
- ✓ Établissez une base de données factuelles solide pour étayer votre plaidoyer
- ✓ Appuyez-vous sur votre base de données pour élaborer des messages clairs et convaincants
- ✓ Communiquez et tissez des liens avec les parlements
- ✓ Identifiez des canaux parlementaires officiels existants et utilisez-les
- ✓ Complétez votre travail grâce à des stratégies de plaidoyer informel
- ✓ Faites appel à des réseaux et à des coalitions pour amplifier vos efforts
- ✓ Assurez-vous que votre mobilisation soit durable

Apprenez les spécificités du système parlementaire de votre pays

- ✓ **Familiarisez-vous avec la structure générale de la législature** – Renseignez-vous sur le fonctionnement du parlement et familiarisez-vous avec le rôle de ses différents acteurs, comme les président-e-s, les président-e-s de comité, les greffiers, l'ombudsman et les chefs de parti. Ces structures et rôles varient selon que le parlement fonctionne dans le cadre d'un système de Westminster ou présidentiel (voir l'Annexe pour plus d'information sur les différences entre ces systèmes et leurs effets sur le plaidoyer).
 - Si le parlement est bicaméral (avec un Sénat/chambre haute et une chambre basse), comment la législation et autres questions circulent-elles entre les deux?
 - Quels bureaux, départements ou unités existent au sein du parlement?
 - Quels caucus, comités permanents ou autres comités y existent?
 - Vous pouvez consulter le [Tableau de bord de ParlAmericas sur les progrès institutionnels en matière d'égalité des genres](#) pour obtenir des informations sur l'existence de comités, de caucus et d'unités techniques axées sur l'égalité des genres dans les parlements nationaux des Amériques et des Caraïbes.
- ✓ **Apprenez les principales étapes du processus législatif** – Identifiez où et quand votre plaidoyer peut avoir le plus grand impact dans ce processus (ex. : élaboration d'un projet de loi, audiences de comité, sensibilisation ou campagne publique en amont d'un vote). Savoir comment les projets de loi sont proposés, débattus et votés aidera les organisations à intervenir aux bons moments.
- ✓ **Concentrez-vous sur les acteurs principaux qui interagissent actuellement avec vos domaines d'intérêt** – Identifiez les parlementaires, les comités, les partis politiques et autres les plus susceptibles d'être convaincus de travailler dans vos domaines d'intérêt. Vous pouvez consulter les relevés de vote pour identifier des alliés.

- ✔ **Suivez les agendas législatifs** – Informez-vous sur les prochains débats, motions et projets de loi relatifs à l'égalité des genres et autres questions qui croisent vos domaines d'intérêt.
- ✔ **Comprenez les lois sur le lobbying** – Familiarisez-vous avec les réglementations en vigueur en matière de lobbying, qui régissent les interactions entre les organisations de la société civile et les agents publics pour garantir leur conformité à la législation nationale.
 - 📌 Dans certains pays, les organisations cherchant à influencer l'élaboration des lois peuvent être soumises à des exigences telles que l'inscription auprès d'organes de réglementation.
- ✘ **N'ignorez pas les règles et les calendriers des procédures** – Comprendre les procédures, les échéances et les exigences formelles législatives contribuera à garantir un plaidoyer efficace et opportun ainsi qu'à limiter les risques que les formalités bureaucratiques ne vous prennent par surprise. Rappelez-vous que les audiences de comité acceptant les contributions du public peuvent avoir des horaires fixes, que les soumissions peuvent exiger de respecter un format précis, et que les règles parlementaires peuvent limiter les moments où des amendements peuvent être proposés et des débats rouverts.
- ✘ **Ne négligez pas les rapports de force** – Tenez compte de la façon dont les partis politiques, la discipline de parti, les relations entre les pouvoirs exécutif et législatif, et la structure des comités influencent la prise de décision.
- ✘ **Ne supposez pas que toutes et tous les parlementaires ont le même niveau d'influence dans tous les domaines** – Pour maximiser votre impact, concentrez-vous sur celles et ceux qui font partie de comités pertinents, qui ont des postes de direction, qui représentent les circonscriptions les plus concernées, ou qui défendent déjà la cause en question.



Conseil! Bureaux d'information parlementaire

Certains parlements de la région ont des bureaux d'information parlementaire qui peuvent être consultés non seulement par les parlementaires, mais aussi par les citoyennes et les citoyens. Ces services peuvent être utilisés pour vérifier si la législature a déjà étudié des projets de loi sur le sujet sur lequel votre organisation travaille. À partir de là, vous pouvez élaborer une stratégie basée sur ces vérifications.

Profils d'organisations

Plusieurs organisations de la société civile de la région analysent les profils des parlementaires pour informer la population sur ses représentants.

- 📌 Par exemple, [Directorio Legislativo](#) a créé un [répertoire](#) comportant des informations sur le fonctionnement de la branche législative en Argentine, en Colombie et au Mexique. Il publie des informations sur les parlementaires, comme leur parcours professionnel, leur carrière parlementaire, leurs coordonnées, leur personnel et leurs données électorales.
- 📌 Le [Portail de contrôle de la responsabilité de la Jamaïque](#) est une plateforme destinée aux citoyennes et aux citoyens et qui leur donne accès à des bases de données, à des informations publiques et à des outils de suivi pour renforcer la responsabilité publique.
- 📌 Certaines institutions universitaires recueillent également ce type de données. Par exemple, le projet [Congrès visible](#) de l'Université des Andes en Colombie présente des informations sur les parlementaires et leurs activités législatives.





Profil d'organisation

L'[Association nationale Femmes et Droit \(ANFD\)](#) est une organisation canadienne dédiée à la sensibilisation juridique, à la recherche et au plaidoyer. Elle organise également des [ateliers](#) pour d'autres organisations sur les processus d'élaboration de loi, l'écriture de d'exposés parlementaires, les pétitions, le travail en coalition, et l'utilisation des réseaux sociaux dans l'activisme pour des réformes légales.

Établissez votre base de données factuelles

- ✔ **Assurez-vous de la qualité et de la crédibilité des données :** Utilisez des données fiables issues d'institutions reconnues, d'études évaluées par des pairs ou d'études communautaires rigoureuses. Citez vos sources de façon transparente pour renforcer votre crédibilité.
- ✔ **Mettez régulièrement vos données à jour :** Maintenez votre base de données à jour en suivant les recherches récentes, les tendances émergentes et les nouvelles statistiques pouvant renforcer votre plaidoyer.
- ✔ **Données ventilées :** Quand cela est possible, collectez, analysez et fournissez des données ventilées non seulement par genre mais aussi par d'autres facteurs identitaires croisés (ex. : l'âge, l'appartenance ethnique, la situation de handicap, le statut socioéconomique) pour souligner les disparités et rendre les inégalités visibles.
- ✔ **Associez des données quantitatives et qualitatives :** Accompagnez les statistiques de récits, de témoignages réels ou d'études de cas pour rendre les données plus convaincantes et aider les décideurs à mieux s'y identifier.
- ✘ **Ne vous appuyez pas uniquement sur les rapports mondiaux :** Si les rapports internationaux sont utiles, les parlementaires réagissent souvent mieux aux données nationales ou locales reflétant la réalité de la population qu'ils représentent. Vous pouvez utiliser d'autres sources utiles, comme les organismes nationaux de statistiques, les [tableaux de bords sur le suivi des Objectifs de développement durable \(ODD\)](#) (disponibles en anglais), des rapports produits par les gouvernements ou les agences de l'ONU, et des études réalisées par des organisations de femmes ou des institutions universitaires.⁸ Les journaux locaux et autres médias peuvent également apporter des informations importantes sur les sujets émergents et l'opinion publique sur des questions essentielles.
- ✘ **N'oubliez pas d'utiliser vos données :** Assurez-vous de mobiliser vos données de manière active lors des débats législatifs, des audiences de comité et des propositions de politique en maintenant l'interaction avec les parlementaires et leurs conseillers.

8 Les organismes nationaux de statistiques publient généralement des données de recensement, des enquêtes auprès des ménages et des indicateurs ventilés par genre qui peuvent renforcer la légitimité de votre plaidoyer.

Il est également intéressant de vérifier si votre pays dispose d'organismes institutionnalisés sur le genre (ex. : un ministère ou secrétariat national des femmes) qui peuvent produire des exposés de politique, des rapports et autres supports sur la mise en œuvre des engagements liés au genre.

Des agences de l'ONU comme l'ONU Femmes, le PNUD et la CEPALC proposent également des données et des outils utiles spécifiques à la région, comme l'[Observatoire de l'égalité de genre de l'Amérique latine et des Caraïbes](#). De plus, des organisations comme le [Comité de défense des droits des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes](#) (CLADEM) et [Equality Now](#) donnent accès à des données et publications utiles pouvant consolider davantage votre base de données.



Exemple de réussite

Conformément aux demandes pour une action immédiate, l'organisation [Artemisas](#) a mené la campagne [#ParidadYA](#) dans le but d'exhorter le Congrès de la République de Colombie à légiférer pour atteindre une démocratie paritaire. Suite aux efforts collectifs durant le processus de plaidoyer, la loi sur la parité a été adoptée pour établir que les femmes occuperont 50 % des plus hauts postes de décision dans la branche exécutive et dans les postes de représentation à l'étranger. Il convient de remarquer que cette organisation a également utilisé sa campagne de communication pour [dissiper des mythes](#), ce qui a nécessité d'élaborer au préalable une base de données solides.

Utilisez vos données pour concevoir des messages cohérents

- ✓ **Diffusez des messages accessibles et percutants** : Présentez vos informations et conclusions dans un langage clair et non technique avec des visuels comme des infographies. Utilisez des formats comme des breffages de politique ou de courtes vidéos pour garantir que les parlementaires affairés puissent saisir les informations principales.
- ✓ **Faites le lien entre vos conclusions et les effets des politiques** : Démontrez clairement pourquoi les données appuient certaines décisions législatives ou budgétaires en présentant des recommandations pratiques et réalistes. Qu'est-ce qui changera si des mesures sont prises?
- ✓ **Utilisez des comparaisons et des meilleures pratiques** : Utilisez des données comparatives pour consolider votre argument et montrer comment des politiques similaires ont fonctionné dans d'autres pays ou régions.
- ✓ **Alignez vos données sur les priorités législatives** : Présentez vos données de sorte à les relier aux priorités des parlementaires, à des politiques nationales ou à des engagements internationaux (ex. : le CEDEF, les ODD, les conventions de l'OIT, le Programme d'action de Beijing, la Convention de Belém do Pará, la Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Agenda régional sur le genre de la CEPALC).
- ✗ **N'abusez pas des données brutes** : Les grands tableaux et les rapports complexes dépourvus de contexte ou de conclusions claires peuvent décourager les lecteurs. Concentrez-vous sur les principales statistiques et informations étayant votre argumentaire.
- ✗ **Ne vous contentez pas d'utiliser des témoignages anecdotiques** : Les récits personnels sont percutants, mais ils doivent être étayés par des tendances de données plus larges lorsque cela est possible pour éviter que les témoignages ne soient perçus comme non représentatifs ou isolés. S'il n'existe pas de données quantitatives sur un certain sujet, utilisez cela pour justifier que ce sujet mérite plus d'attention et garantissez que les données qualitatives s'appuient sur diverses expériences individuelles.



Exemple de réussite

L'activiste bélizienne Seidy Quetzal a obtenu l'élimination des taxes sur tous les produits menstruels dans son pays en apportant des données qui appuyaient sa campagne [Ne taxez pas ma féminité](#). Elle a créé un tableau basé sur une enquête lancée pour collecter des données sur les expériences des femmes au Belize, qui a révélé que même les femmes ayant un emploi avaient des difficultés à acheter des produits menstruels. Ces



données ont convaincu des autorités de haut niveau, y compris l'Envoyé spécial pour le développement des familles, des femmes et des enfants, la ministre du Développement humain, des Familles et des Affaires relatives aux peuples autochtones, et le Premier ministre. En conséquence, la taxe sur les produits menstruels est passée de 35 % à 0 % en avril 2023.



Conseil! Transformez l'opposition en une occasion d'apprendre

Si des parlementaires ou autres acteurs législatifs expriment des inquiétudes ou sont en désaccord avec votre proposition, profitez-en pour mieux comprendre leur point de vue et leurs arguments. Prendre note de ces opinions peut vous aider à renforcer votre capacité à élaborer des réponses fondées sur des données. De nombreuses organisations tentent de prédire ou d'analyser les contre-arguments pour peaufiner leur message et se préparer pour les futures discussions.

Communiquez et tissez des liens avec les parlements

- ✔ **Utilisez les liens avec la circonscription** : Contactez des parlementaires qui représentent des zones où votre organisation est présente, ou où la cause que vous défendez est particulièrement pertinente.
 - 📌 Le nombre de parlementaires qui vous représentent dépend du système électoral. Dans un système de scrutin uninominal majoritaire à un tour, chaque circonscription est généralement représentée par un·e seul·e et unique élu·e. Dans un système de représentation proportionnelle, plusieurs représentant·e-s peuvent être élu·e-s dans une même circonscription, selon la part des votes reçus par chaque parti. Consultez l'Annexe pour plus de détails.
- ✔ **Ayez un message clair et concis** : Quel que ce soit le mode de communication, allez rapidement au fait. Qu'il s'agisse d'une demande de réunion, d'une proposition de soutien à une politique ou d'une participation à un événement, exprimez votre demande avec clarté et assurance et présentez-la comme une opportunité intéressante.
 - 📌 Si vous ne recevez aucune réponse dans un délai raisonnable, envoyez une relance respectueuse.
- ✔ **Évitez le jargon ou un langage trop technique** : Faites en sorte que vos messages soient accessibles aux non-spécialistes.
- ✔ **Anticipez les contre-arguments** : Préparez-vous à répondre au scepticisme de vos interlocuteurs en reconnaissant de potentielles limites, des solutions alternatives ou des incertitudes, tout en soulignant la robustesse de votre argument dans sa globalité.
- ✔ **Fournissez des renseignements supplémentaires** : Joignez ou ajoutez des liens dirigeant vers des tableaux, des rapports, des études de cas ou autres supports disponibles pour étayer votre argument. Suite à une réunion en présentiel, laissez des supports utiles supplémentaires au personnel et aux conseiller·e-s des parlementaires pour leur fournir des détails n'ayant pas été abordés durant votre conversation.
- ✘ **Ne vous contentez pas de contacter seulement un ou deux parlementaires** : Tissez des liens avec un réseau diversifié de parlementaires issus de différents partis et de différentes

chambres (le cas échéant), ainsi qu'avec d'autres soutiens pour éviter les revers dans le plaidoyer.

- ✘ **N'envoyez pas un message générique ou en envoi massif :** Évitez d'utiliser une approche universelle. Personnalisez votre message à chaque destinataire.
- ✘ **N'envoyez pas de messages trop longs ou accablants :** Les longs courriers électroniques sont souvent ignorés. Contentez-vous d'écrire quelques courts paragraphes, surtout lors du premier contact.
- ✘ **Ne vous concentrez pas uniquement sur le problème :** Proposez également des solutions ou des façons dont les parlementaires peuvent agir.
- ✘ **N'ignorez pas le calendrier politique :** Évitez de présenter des propositions lorsque les parlementaires sont distrait-e-s (ex. : période électorale, débats importants sur le budget).
- ✘ **Ne supposez pas qu'ils se souviendront de vous :** Les parlementaires rencontrent un grand nombre de personnes tous les jours, alors même si vous les avez déjà contactés, rafraîchissez-leur la mémoire grâce à un bref rappel sur vous, votre organisation et/ou une rencontre antérieure.



Conseil! Renseignez-vous sur les protocoles locaux

Des directives spécifiques à votre pays concernant la manière de s'adresser aux parlementaires et aux dignitaires sont souvent disponibles sur les sites web du gouvernement. C'est par exemple le cas en [Jamaïque](#).



Exemple de réussite

Le plaidoyer mené par l'*Asociación de Concejalas de Bolivia* (ACOBOL) et soutenu par plusieurs groupes féministes a joué un rôle fondamental dans l'adoption de la [loi n° 243 \(2012\)](#) sur le harcèlement et la violence politiques envers les femmes en Bolivie. En 2024, ces parties prenantes ont créé le *Comité Impulsor*, un organisme multipartite rassemblant des organisations féministes, des parlementaires et d'autres acteurs pour sensibiliser et autonomiser les femmes dans les institutions politiques sur le besoin urgent de traiter le problème du harcèlement. Cette initiative a créé une importante tribune pour coordonner le plaidoyer auprès des comités et caucus du Congrès, éclairer des recommandations législatives et amplifier des témoignages d'élues, contribuant ainsi à faire avancer le projet de loi et à traduire des années de mobilisation de la base par un changement législatif.



Exemple de réussite

Les étudiantes Jasmyn Sargeant et Tirelle Duncan, membres du [groupe Ignite](#) de l'Institut des études de genre et de développement de l'Université des Indes occidentales, ont créé la plateforme [Write Yuh MP](#) qui permet au public de contacter les parlementaires de Trinité-et-Tobago au sujet de l'égalité des genres. Cette campagne propose des modèles permettant aux citoyennes et aux citoyens d'appeler ou d'envoyer des courriers électroniques ou des lettres à leur représentant concernant les lacunes du système judiciaire et les niveaux alarmants de violence à l'égard des femmes. La plateforme comporte une base de données présentant les coordonnées des membres du parlement



dans les 41 circonscriptions du pays. Cela a eu des résultats concrets puisqu'un parlementaire a répondu à ces lettres et a invité ses auteures à une rencontre pour discuter de leurs préoccupations.

Utilisez les canaux parlementaires officiels

- ✔ **Tirez profit des opportunités de contribuer existant actuellement ou à venir :** Vérifiez s'il existe déjà des lieux prévus pour l'interaction avec le parlement, comme les assemblées publiques, les audiences publiques ou les appels à contribution sur des projets de loi, afin de rationaliser ou de faciliter le plaidoyer.
- ✔ **Identifiez des portes d'entrée institutionnelles :** Vérifiez si votre parlement dispose de bureaux, de personnel ou de mécanismes spécifiques chargés de la participation citoyenne sur les questions de genre, comme des bureaux de participation citoyenne, des programmes de communication parlementaire, des organes pour la transparence législative, des unités techniques sur le genre, des secrétariats des femmes ou des points focaux sur le genre. Vous pouvez également vous renseigner sur les comités et les caucus sur les femmes ou l'égalité des genres, ainsi que leur personnel.
 - Certains parlements autorisent également le public à déposer des pétitions et/ou des propositions de projets de loi. Consultez les mécanismes ci-dessus ou les règlements du parlement pour obtenir des informations plus précises sur ces procédures. Vous pourrez trouver des détails sur les mécanismes de participation officiels dans le document ParlAmericas [*Cadres réglementaires pour la participation citoyenne au processus législatif en Amérique et dans les Caraïbes.*](#)
- ✔ **Participez à des audiences de comité :** Demandez à soumettre des documents écrits ou à témoigner sur des projets de loi pertinents. Certains comités et parlementaires diffusent des appels à participer à des audiences ou à soumettre des retours écrits concernant des projets de loi. Ces demandes sont souvent diffusées sur les sites web et les réseaux sociaux du parlement.
- ✔ **Collaborez avec des parlementaires pour appuyer des mesures de contrôle :** Travaillez avec des parlementaires pour soumettre des requêtes officielles ou des demandes de débats pour tenir le gouvernement responsable. Dans les systèmes de Westminster (voir Annexe), la période de questions est un moment stratégique pour soulever des questions dans votre plaidoyer.
- ✔ **Vérifiez si la participation ou la consultation de la société civile est une obligation légale :** Consultez les cadres législatifs, les règlements et les procédures internes du parlement pour identifier des instances où la loi exige la consultation ou la participation de la société civile, et tirez profit de ces opportunités.
 - Voici des exemples de participation citoyenne obligatoire : les consultations ou audiences publiques, les témoignages de spécialistes lors de séances de comités, la participation citoyenne auprès de comités parlementaires, le travail de circonscription et la participation citoyenne à la nomination des agents publics.
- ✘ **N'ignorez pas les règles procédurales :** Apprenez comment maîtriser les procédures parlementaires efficacement.
- ✘ **N'attendez pas de recevoir des invitations :** Soyez proactif pour demander des réunions et soumettre des contributions sur les projets de loi ou autres questions parlementaires.



Exemple de réussite

Au Honduras, des [organisations de femmes](#) sont devenues des parties prenantes clés dans les processus d'audit officiels pour suivre l'[exécution sensible au genre des dépenses publiques](#). Leur implication active dans ces activités s'appuie sur des années de [plaidoyer soutenu](#) qui ont non seulement aidé à promouvoir l'adoption de la [budgétisation sensible au genre](#), mais qui ont aussi contribué à la création de mécanismes institutionnels qui permettent aux organisations de femmes de participer en continu aux processus de contrôle parlementaire. Par conséquent, ces organisations et d'autres acteurs de la société civile peuvent désormais tirer parti des canaux parlementaires officiels, comme les audiences publiques organisées par les comités sur le budget du Congrès et l'équité de genre, pour exprimer leurs préoccupations, vérifier la conformité aux mandats liés au genre, et promouvoir une allocation plus équitable des ressources publiques.

Exploiter des stratégies de plaidoyer informel

- ✔ **Participez à des campagnes publiques** : Utilisez différents canaux de communication et mouvements sociaux pour amplifier le plaidoyer et faire pression de l'extérieur. Les campagnes se déroulant au moment opportun peuvent influencer le discours politique et créer une dynamique en faveur de l'action législative.
- ✔ **Organisez des rencontres informelles** : Organisez des événements de réseautage, des cafés-rencontres et autres activités informelles avec des parlementaires et des organisations de la société civile pour discuter de questions essentielles dans un contexte non conflictuel et bâtir la confiance.
- ✔ **Tissez des liens personnels** : Cultivez la confiance et des relations durables avec plusieurs acteurs, y compris des parlementaires, des membres du personnel et des alliés lors de réunions informelles et d'événements sociaux.
- ✔ **Puisez dans votre capital social** : Tirez parti des réseaux au sein des groupes communautaires, des associations professionnelles et des mouvements sociaux pour amplifier vos messages de façon informelle. Mobiliser des relations existantes peut aider à diffuser des messages de façon organique et à élargir la portée des campagnes de plaidoyer.
- ✘ **Ne sous-estimez pas les canaux non officiels** : Les conversations décontractées et les événements sociaux peuvent être de bonnes occasions d'interagir davantage avec les parlementaires. Ces interactions peuvent être utiles pour comprendre les priorités législatives et la dynamique politique.
- ✘ **Ne prenez pas l'accès pour de l'influence** : Bien que cela soit important, le simple fait d'être en contact direct avec des parlementaires ne se traduit pas automatiquement par une influence sur les politiques. Les interactions informelles doivent être complémentaires à des interactions plus officielles pour faire le suivi de conversations antérieures, ou pour faciliter une interaction officielle future en faisant part d'informations stratégiques et raisonnées appuyées par des arguments solides.
- ✘ **Ne négligez pas la participation communautaire** : Les parlementaires sont plus susceptibles d'agir lorsqu'ils constatent un soutien répandu au sein de la communauté. Mobiliser des organisations locales, des activistes et des électeurs peut augmenter la pression faite sur les décideurs et rendre votre plaidoyer plus persuasif.

- ✘ **Ne vous contentez pas d'une seule stratégie** : Diversifiez les méthodes de plaidoyer informelles pour atteindre différents publics et les décideurs efficacement. Combiner le réseautage informel, les campagnes publiques et la mobilisation communautaire peut vous aider à atteindre différents acteurs via plusieurs moyens.

Exemple de réussite



Akola Thompson est la fondatrice et la directrice générale de [Tammuke Feminist Rising](#), un collectif intersectionnel dédié à la sensibilisation du public et au développement communautaire. En tant que plus jeune chroniqueuse de Guyana, elle utilise les médias comme un canal de plaidoyer pour demander une action gouvernementale et des réformes législatives pour un monde plus sûr pour les femmes. Sa chronique [The Minority Report](#) a couvert, entre autres, des sujets liés au travail non rémunéré et au colonialisme, aux droits des travailleurs, à la mortalité maternelle et aux droits reproductifs, en soulignant des problèmes et en proposant des recommandations législatives et des mesures politiques.

Faites appel à des réseaux et à des coalitions

- ✔ **Développez une stratégie de plaidoyer cohérente** : Lorsque cela est possible, collaborez avec d'autres acteurs en garantissant que les membres de la coalition soient en accord sur le message, les objectifs et les priorités afin de présenter un front soudé et coordonné lors des interactions avec les parlementaires et leur personnel.
- ✔ **Tirez parti des forces de différents groupes** : Utilisez l'expertise de plusieurs membres de la coalition, certains maîtrisant la recherche, d'autres la communication avec la communauté, la mobilisation dans les médias ou le plaidoyer parlementaire direct.
- ✔ **Allez au-delà des organisations féministes et pour les droits des femmes** : Créer des liens avec d'autres secteurs de la société civile qui ne définissent pas forcément leur travail comme étant féministe, mais qui travaillent sur d'autres sujets importants ou aide à intégrer la dimension de genre dans différents domaines politiques.
- ✔ **Mobilisez l'influence des circonscriptions** : Encouragez les membres de la coalition ayant des liens communautaires à exprimer leur soutien publiquement, car cela peut être particulièrement convaincant pour les élu-e-s.
- ✔ **Communiquez de façon assidue** : Informez régulièrement vos partenaires de coalition et vos contacts parlementaires des progrès, des défis et des opportunités de participation pour maintenir une dynamique et l'action collective.
- ✔ **Reconnaissez et respectez les différentes approches** : Les organisations de la société civile peuvent avoir différentes stratégies, allant de l'activisme radical à la participation institutionnelle. Trouvez un terrain d'entente et respectez vos différentes tactiques.
- ✘ **Ne négligez pas le rôle du personnel parlementaire** : Beaucoup d'efforts de plaidoyer ne visent que les membres du parlement et négligent le rôle essentiel du personnel qui façonne les priorités législatives et gère le fonctionnement quotidien du parlement.
- ✘ **Ne créez pas un réseau désuni et non coordonné** : Les coalitions dépourvues de rôles clairs, de structures de prise de décision et d'objectifs communs peuvent devenir inefficaces et fragmentées.

- ✘ **Ne vous disputez pas la visibilité ou le mérite** : Les tensions internes dues à la reconnaissance peuvent affaiblir le travail collectif. Donnez la priorité à votre impact plutôt qu'à l'image de votre organisation en particulier.
- ✘ **Ne comptez pas que sur les voix connues** : Assurez-vous que les groupes féministes communautaires, les jeunes activistes et les communautés marginalisées participent aux discussions, plutôt que de vous concentrer uniquement sur des organisations notoires.
- ✘ **N'abandonnez pas la coalition après une victoire législative** : Renforcez les partenariats à long terme en poursuivant la collaboration dans la mise en œuvre, le suivi et les besoins de plaidoyer futurs.

Exemple de réussite



En 2021, le mouvement Candlelight est né à Trinité-et-Tobago suite au féminicide tragique d'Andrea Bharrat. Dans tout le pays, des groupes se sont mobilisés pour organiser des veillées à la bougie et des rassemblements pour sensibiliser sur la violence à l'égard des femmes et l'inégalité de genre. Dans le cadre de ce mouvement, une pétition a été lancée pour exiger plus de protection pour les femmes, et pour demander plus particulièrement que les personnes remplissant certains critères puissent avoir accès à des bombes lacrymogènes en tant qu'outils d'autodéfense. Cette pétition a rassemblé 128 587 signatures et a été remise au Parlement. En réponse, la loi n° 7 modifiant la loi sur les armes à feu a été adoptée en juillet de la même année pour réglementer l'utilisation légale des bombes lacrymogènes, entre autres.

Faites un suivi et maintenez la mobilisation

- ✔ **Envoyez des mises-à-jour opportunes et pertinentes** : Maintenez les parlementaires informés des progrès, des évolutions et des jalons dans votre plaidoyer, surtout à des moments importants lors d'une session parlementaire (ex. : avant un débat, une audience de comité ou un vote).
- ✔ **Reconnaissez vos soutiens** : Reconnaissez publiquement les membres du parlement qui agissent en faveur des questions de genre, en attirant l'attention sur leur travail dans des forums et des canaux de communication visibles, comme les réseaux sociaux, les bulletins d'information et les événements.
- ✔ **Suivez les résultats politiques** : Suivez la façon dont le plaidoyer se traduit par des changements politiques et utilisez ces informations pour ajuster votre stratégie de plaidoyer.
- ✔ **Invitez les parlementaires à des événements** : Invitez les parlementaires à des panels, des tables rondes ou des forums communautaires où ils peuvent interagir directement avec des parties prenantes et les électrices et électeurs sur les questions liées au genre.
- ✘ **Ne recontactez pas le parlement sans un objectif clair** : Lorsque vous contactez les parlementaires ou le personnel parlementaire, assurez-vous d'avoir une demande concrète, des nouvelles pertinentes ou de nouvelles informations plutôt que de simplement les saluer.
- ✘ **Ne supposez pas qu'une seule réunion suffit** : Le plaidoyer demande de la persévérance et une participation sur la durée. Poursuivez vos efforts même quand vous n'avez aucune demande urgente afin de bâtir des relations solides.
- ✘ **Ne négligez pas le suivi** : Après avoir présenté des données, continuez d'interagir à travers

des réunions, des exposés de politique et le plaidoyer public pour vous assurer que le sujet reste à l'ordre du jour.

- ✘ **N'ignorez pas le calendrier politique et les processus parlementaires :** Faites preuve de stratégie et prévoyez d'interagir autour des processus électoraux, des audiences de comité, des cycles budgétaires et des débats législatifs afin de garantir que le parlement accorde suffisamment d'attention à vos requêtes.

Exemple de réussite

Ronelle King, de la Barbade, est la fondatrice de [Life in Leggings: le partenariat caribéen contre la violence de genre](#). Ronelle a créé un hashtag pour encourager les femmes à rompre le silence sur les agressions sexuelles, donnant ainsi lieu au début de la campagne [#LifeinLeggings](#). Suite à cela, d'autres femmes de la Jamaïque, de Trinité-et-Tobago et des Bahamas, entre autres États des Caraïbes, ont raconté leur histoire pour tenir les coupables pour responsables et sensibiliser la société dans son ensemble. Ce message percutant a attiré l'attention de parlementaires des Caraïbes. Et même la ministre au bureau du Premier ministre, chargée des affaires sur le genre et les enfants à Trinité-et-Tobago, a même soutenu leur puissant message sur les réseaux sociaux et fait part de sa propre expérience personnelle.





Le plaidoyer législatif dans les systèmes parlementaire et présidentiel

Une stratégie de plaidoyer efficace doit être adaptée et tenir compte des spécificités des systèmes parlementaire et présidentiel de gouvernement. Si les étapes principales du processus d'élaboration des lois peuvent sembler relativement similaires dans ces deux systèmes, leurs différences intrinsèques quant à la relation entre les branches législative et exécutive, au mandat des membres élus, et au rôle du gouvernement et de l'opposition ont des répercussions sur la façon dont votre organisation interagira avec les officiers du parlement.

Le processus d'élaboration des lois dans le système parlementaire

- 1) **Proposition d'un projet de loi** : généralement, la Première ministre/le Premier ministre ou un·e ministre du cabinet propose un projet de loi. Toutefois, dans de nombreux pays, chaque membre des deux chambres peuvent également le faire. Ces projets de loi sont souvent nommés « projets de loi émanant des députés », mais la terminologie et les procédures varient selon le lieu et peuvent ne pas concerner tous les types de propositions.
- 2) **Première lecture** : proposition officielle d'un projet de loi à la chambre, rendu disponible pour être consulté et étudié par les membres du parlement et les citoyennes et citoyens.
- 3) **Deuxième lecture** : les membres du parlement débattent des principes du projet de loi et votent pour déterminer si le processus législatif doit se poursuivre.
- 4) **Étape du comité** : le projet de loi est étudié en profondeur par un comité parlementaire composé de membres de différents partis politiques qui l'analysent clause par clause, discutent d'amendements et entendent des témoignages de spécialistes.
- 5) **Étape du rapport** : le projet de loi retourne en séance plénière du parlement, alors que les parlementaires évaluent les amendements proposés par le comité et débattent de modifications supplémentaires.
- 6) **Troisième lecture** : les membres du parlement débattent sur la version définitive du projet de loi et procèdent au vote.
- 7) **Deuxième chambre (le cas échéant)** : dans un parlement bicaméral, la deuxième chambre étudie le projet de loi et vote. Si le projet de loi est amendé à ce stade, il retourne à la première chambre pour approbation.
- 8) **Approbation définitive** : pour officiellement devenir une loi, un projet de loi doit être approuvé de façon définitive définitive, sous une de ces deux formes :
 - a) Sanction royale : dans les pays ayant un·e gouverneur·e général·e (qui représente la ou le monarque), cette personne octroie une sanction royale au projet de loi.
 - b) Approbation présidentielle : dans les républiques, la présidence signe la promulgation de la loi.

Le processus d'élaboration des lois dans le système présidentiel

- 1) **Proposition d'un projet de loi** : les membres du Congrès et la présidence peuvent déposer un projet de loi, bien que certaines conditions puissent limiter les sujets sur lesquels chaque acteur peut proposer des textes de loi. Dans certains pays, d'autres acteurs peuvent également déposer un projet de loi, comme avec les initiatives populaires déposées par des citoyennes et citoyens.
- 2) **Étude par un comité** : le projet de loi est assigné à un comité législatif, qui peut faire des recommandations, amender ou rejeter le projet de loi avant que le processus législatif ne se poursuive.
- 3) **Premier débat et vote** : la chambre débat et vote sur le projet de loi en plénière.
- 4) **Deuxième débat et vote (le cas échéant)** : dans un système bicaméral, la deuxième chambre débat sur le projet de loi puis l'approuve, le modifie ou le rejette.
- 5) **Étude par la présidence** : à ce stade, la présidence peut promulguer la loi ou imposer son veto, qui peut s'appliquer à des sections spécifiques du projet de loi ou le rejeter dans son ensemble.
 - a) Si la présidence impose son veto, certains parlements (mais pas tous) ont la possibilité de retravailler le projet de loi et de le soumettre à nouveau à la présidence, ou de surmonter le veto, ce qui nécessite généralement une grande majorité de votes (deux tiers des parlementaires de chaque chambre, par exemple).

Aspect essentiel	Système parlementaire	Système présidentiel
Qui propose les lois?	Principalement le gouvernement (la Première ministre/le Premier ministre ou les ministres du cabinet); les membres de chaque chambre (dans le cas des systèmes bicaméraux) peuvent en général aussi déposer des projets de loi	Principalement les parlementaires et la présidente/le président
Qui adopte les lois?	Parlement	Congrès
L'exécutif peut-il imposer son veto?	Pas de veto direct	Oui, veto total ou partiel
La branche législative peut-elle passer outre un veto?	Pas de processus de veto	Dans certains pays, souvent avec une super majorité
Relation entre l'exécutif et le législatif	Relation étroite car la Première ministre/le Premier ministre et les membres du cabinet sont issus du parti au gouvernement	Séparation fonctionnelle totale entre les branches exécutive et législative

Assurez le succès de votre stratégie de plaidoyer...

... dans les systèmes parlementaires

- ⚙️ Dans les parlements de style Westminster, les ministres du cabinet sont également des député·e·s élu·e·s ou des sénatrices et sénateurs nommé·e·s. Elles et ils ont par conséquent des responsabilités législatives et exécutives. Au vu du rôle principal du gouvernement dans les processus de mise en œuvre des lois et des politiques, assurez-vous que votre stratégie de plaidoyer s'adresse également aux ministres du cabinet et aux principaux conseiller·e·s qui influencent les décisions politiques. De même, ne négligez pas le rôle des autres parlementaires qui peuvent devenir de grands alliés qui soutiendront votre cause dans les espaces parlementaires.
- ⚙️ Comme les partis votent généralement en bloc, cherchez comment utiliser cela en votre faveur, surtout lorsque vous interagissez avec des membres du parti au gouvernement.
- ⚙️ N'oubliez pas que les partis de l'opposition peuvent proposer des projets de loi émanant des député·e·s et façonner le débat parlementaire.
- ⚙️ Évaluez le climat politique et le soutien envers le gouvernement de près afin d'anticiper les cycles électoraux imminents et les questions prioritaires pour un gouvernement entrant, tout en orientant votre plaidoyer vers les partis politiques alors qu'ils élaborent leurs plateformes électorales qui alimenteront l'action parlementaire après les élections.
- ⚙️ Étant donné que les parlementaires représentent des circonscriptions spécifiques, souligner l'importance locale d'un certain enjeu dans votre plaidoyer peut être un moyen particulièrement efficace d'obtenir des soutiens et d'encourager les parlementaires à se mobiliser pour votre cause.

... dans les systèmes présidentiels

- ⚙️ Tenez compte des dynamiques politiques au sein des législatures nationales. Si les présidents n'ont pas besoin du soutien de la majorité parlementaire pour rester au pouvoir à la différence d'une première ministre ou d'un premier ministre, les coalitions demeurent fondamentales dans les systèmes présidentiels, surtout lorsque le parti de la présidence n'a pas la majorité législative. Dans ce contexte, créer des coalitions devient essentiel pour promouvoir des agendas politiques.
- ⚙️ Si la présidence peut imposer son veto à un projet de loi que vous soutenez, évaluez si une stratégie de rejet du veto est possible afin de sécuriser les votes nécessaires pour passer outre.
- ⚙️ La discipline de parti pouvant être plus faible dans les systèmes présidentiels, assurez-vous de contacter des membres au-delà des lignes de partis. De la même manière, les coalitions législatives sont généralement fluides et fonctionnent dans un paysage politique fragmenté où les alliances de partis changent souvent. Par conséquent, il est important de suivre la dynamique des coalitions et d'évaluer quels partis ou quel·le·s parlementaires sont les plus susceptibles de soutenir votre cause.
- ⚙️ Les systèmes présidentiels sont particulièrement sujets au blocage législatif. Il est donc d'autant plus important d'élaborer une stratégie de sensibilisation et de communication pour exhorter les parlementaires à agir.
- ⚙️ Comme de nombreuses présidentes et de nombreux présidents de pays d'Amérique latine ont le pouvoir de signer des décrets, certaines politiques peuvent donc être mises en œuvre sans l'accord du parlement. En particulier si vous avez peu de soutien parlementaire, votre plaidoyer peut viser à convaincre l'exécutif d'émettre des réglementations, des décrets ou des changements administratifs plutôt que l'adoption d'une loi.



Secrétariat international de ParlAmericas
703 - 155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada
Téléphone : + 1 (613) 947-8999
www.parlamericas.org | info@parlamericas.org

